

Les contacts que j'ai eus avec l'O.E.A. et l'expérience que j'ai acquise à titre de membre de délégations américaines à diverses reprises m'ont fait comprendre que les territoires britanniques doivent surmonter un immense obstacle institutionnel dans l'esprit des Latino-américains de langue espagnole et portugaise. J'ai constaté les préjugés les plus extraordinaires chez les Latino-américains, qui croyaient, par exemple, que la Jamaïque et la Trinité ne seraient pas vraiment indépendants, mais qu'ils seraient plutôt des agents de l'impérialisme britannique ou quelque chose du genre. L'expression même d'impérialisme britannique dans les circonstances fait sourire.

Néanmoins, il y avait une sorte de bloc mental chez nombre de Latino-américains, qui ont délibérément exclus les anciens territoires européens. Par exemple, l'O.E.A. n'a jamais eu de représentants des territoires britanniques, français ou hollandais, tandis que la Commission économique pour l'Amérique latine, organisme régional de l'ONU, a toujours eu des représentants britanniques, français ou hollandais, car ils faisaient partie de l'hémisphère.

Je pense qu'il faudra un certain temps pour que les Latino-américains se fassent un peu plus à l'idée d'admettre la Jamaïque, la Trinité, la Barbade et d'autres pays.

Le sénateur Martin: Où en est présentement la demande de la Jamaïque?

M. Armstrong: Elle en est membre, pour autant que je sache.

Le sénateur Martin: Et la demande de la Trinité?

M. Armstrong: Je ne suis pas sûr. Elle n'est pas encore admise, mais j'ai entendu dire que ses chances sont bonnes.

Le sénateur Martin: D'autres pays d'Amérique ont-ils demandé leur adhésion?

M. Armstrong: Je ne sais pas si la Barbade a fait une demande ou non, et je n'en suis pas sûr pour ce qui est de la Guyane.

Le sénateur Martin: Le nouveau différend du Venezuela avec la Guyane pose-t-il une difficulté constitutionnelle pour la Guyane?

M. Armstrong: Je suppose que les Guyanais croient que oui, car ils n'ont aucune raison d'être très enthousiasmés par le Venezuela à l'heure actuelle. Selon moi, ils doivent se dire que leur demande serait rejetée et ils n'en ont probablement pas fait. Je ne suis pas sûr de leur situation exacte.

Le sénateur Martin: Sauriez-vous dire quelle serait l'attitude du gouvernement des États-Unis à l'égard d'une demande d'adhésion de la part d'un pays des Antilles?

M. Armstrong: Pour autant que je sache, le gouvernement des États-Unis a toujours été en faveur d'une telle adhésion et a tâché de persuader les pays d'Amérique latine d'admettre les pays des Antilles britanniques. Telle est la politique suivie, pour autant que je sache.

Le sénateur Martin: Les rapports entre Cuba et les pays des Antilles ne causent pas de difficultés dans ce contexte?

M. Armstrong: Je ne le pense pas. Évidemment, Cuba a été expulsé de l'O.E.A. Qu'il ait des chances d'y revenir, c'est évidemment une question de politique qu'il y aurait probablement lieu d'examiner.

Je ne vois pas de rapport spécial entre la question de Cuba et l'adhésion des autres pays. M. Burnham, en Guyane, pourrait penser autrement car il estime peut-être que les liens d'amitié qui unissent M. Jagan et M. Castro sont trop serrés et que cela attirerait des ennuis à la Guyane non seulement de la part du Venezuela, mais aussi de Cuba. C'est peut-être son avis. Je ne sais pas.

Le sénateur Martin: Vous avez mentionné l'intérêt de la Grande-Bretagne pour les Antilles et vous avez signalé—je veux vous citer correctement—une perte d'intérêt qui se traduit par une diminution de l'aide économique et des subventions aux Antilles. Vous dites que les Britanniques ne s'intéressent plus autant à l'amitié et à la collaboration, mais il y a, comme vous dites, une diminution de la responsabilité de la Grande-Bretagne.

M. Armstrong: Je pense que c'est juste. Je pense que la Grande-Bretagne s'attend à ce que la Jamaïque et la Trinité se tirent d'affaires seules. Les Britanniques ont le reste des responsabilités dans les petites îles, mais ils ne veulent pas y affecter une part appréciable de leur aide étrangère. Il y a bien certain investissements outre-mer. Il ne manque pas d'intérêt politique en général envers l'Amérique latine. Il y a eu, dirais-je, depuis cinq ans, en Grande-Bretagne, un renouveau d'intérêt à l'égard des possibilités commerciales de l'Amérique latine. Des membres du gouvernement britannique ont visité les pays d'Amérique latine et on a encouragé les investissements britanniques dans la région. Un grand nombre de Britanniques semblent croire que les anciens territoires britanniques ont peut-être un peu trop d'argent à dépenser et sont incapables d'en tirer parti. Par ailleurs, estiment-ils, en élargissant leurs intérêts et en prenant pied un peu plus solidement sur les marchés de l'Argentine, du Brésil et du Venezuela, ils pourraient accroître leurs exportations et améliorer dans l'ensemble leur situation commerciale. Ainsi les possibilités commerciales du reste de l'Amérique latine sont un peu plus intéressantes que les obligations croissantes qui semblent s'imposer dans la région des Antilles britanniques.

Le sénateur Martin: J'essaie de vous amener à donner votre point de vue sur le rôle que peut jouer